

Lettres ouvertes à M. François Hollande, Président de la République française.

De Claude Weisz

Cinéaste, fils d'émigrés non francophones,

Pupille de la Nation, dont le père, résistant, « mort pour la France »

en 1942, dans les locaux de la préfecture de police de Paris,

sous les tortures infligées par des fonctionnaires français des renseignements généraux.

Citoyen français, je me permets de me présenter ainsi car l'héritage que j'ai reçu de mon père est l'esprit de résistance.

Monsieur le Président.

Les pages qui suivent rédigées en état d'indignation, expriment les raisons qui m'amènent à vous demander de mettre fin à la politique de renoncement à la souveraineté linguistique de la langue française.

Je demande aux législateurs, les représentants du peuple, de prendre le temps de réfléchir aux conséquences désastreuses qu'entraîneraient l'adoption du paragraphe 2 du projet de loi sur l'enseignement supérieur.

Il est nécessaire d'apprendre des langues étrangères, dont l'anglais.

Donner quelques cours en anglais (Wall Street English !) est admissible mais le projet de loi présenté par Madame Fioraso, qu'elle assure être limité à 1 % des cours, est un leurre. Ce 1 % c'est le cheval de Troie du groupe de pression (le « lobby ») des directions de Sciences-Po, HEC, l'ESSEC et d'autres, qui pratiquent déjà le tout anglais - en contrevenant à la loi Toubon - qui voit dans l'adoption de cette loi la régularisation de leur pratique illégale.

C'est un choix politique majeur. Un choix de culture. Un choix de géopolitique. Un choix idéologique. Un choix historique.

Le français en partage est l'une des dernières richesses universelle et une valeur morale qui reste encore à la grande nation française.

N'oublions pas ce qu'écrivait Kateb Yacine lorsqu'on lui reprochait d'écrire en français : « la langue française est notre butin de guerre ».

N'oublions pas que nous avons colonisé des peuples en leur imposant le français. Aujourd'hui ils ont fait leur cette langue tout en l'enrichissant, une langue qui, pour beaucoup est encore la langue des droits de l'homme et de la liberté, les condamner à l'anglais c'est un coup de poignard dans le dos.

Peut-être est-ce aussi la revanche de l'histoire ; les anciens colons à leur tour colonisés (et de plus volontairement) Non, nous méritons mieux.

Il est évident que ce projet de loi ne serait pas aussi dangereux si l'ensemble de la politique de la France vis-à-vis de sa langue était affirmatif, vigoureux, ambitieux, généreux, riche. Mais force est de constater que ce n'est pas le cas, à quelques petites exceptions près. Nous sommes dans une politique de repli et d'acceptation de la défaite.

Je souhaite, monsieur le président, que vous soyez fidèle à la réponse que vous me donniez lors des présidentielles.

Je vous remercie, Monsieur le président, très profondément de la peine que vous vous donnerez à lire ces quelques pages, en espérant que vous aurez à cœur, comme vous l'avez souvent proclamé, d'agir pour que ce bien public qui appartient à tous les locuteurs francophones demeure et se développe comme langue solidaire et nécessaire. C'est la France qui a naturellement pour mission de sauvegarder la langue française et d'en promouvoir l'usage.

Veillez trouver ici, Monsieur le président de la république, cher François Hollande, l'expression de ma haute considération

.

13 MAI 2013

Copie à MMES et MM. Jean-Marc Ayrault, Laurent Fabius, Aurélie Fillipetti, Yasmina Benguigui, Vincent Peillon, Pierre Moscovici, Arnaud Montebourg, Benoît Hamon, Najat Vallaud-Belkacem, Nicole Bricq.

Claude Weisz

36 rue Hector Berlioz, appt. 163 - 93 000 Bobigny

claudeweisz@hotmail.fr Tél. 01.48.31.16.95 / 06.70.84.55.13